

Objektyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura**

Band (Jahr): **41 (1970)**

Heft 11

PDF erstellt am: **08.07.2024**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

### **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

PDJ4

# LES INTÉRÊTS DU JURA

BULLETIN DE L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU JURA  
CHAMBRE D'ÉCONOMIE ET D'UTILITÉ PUBLIQUE DU JURA BERNOIS

XLII<sup>e</sup> ANNÉE

Paraît une fois par mois

No 11 Novembre 1970

## SOMMAIRE

La loi sur l'encouragement de l'économie cantonale — Mesures en faveur de l'industrie horlogère — Destruction des ordures — Monographie jurassienne : Verreries de Moutier S. A. — Chronique économique

## La loi sur l'encouragement de l'économie cantonale

*Le Grand Conseil a adopté le 11 novembre 1970, en première lecture, la nouvelle loi sur l'encouragement de l'économie cantonale. Décision heureuse, qui permettra de doter le canton de l'instrument qui lui fait défaut en vue de stimuler le développement économique.*

*Il est apparu que, dans le canton de Berne, la croissance économique était insuffisante. Et qu'à dit croissance insuffisante dit stagnation du substrat fiscal, alors que les charges financières des collectivités progressent à un rythme soutenu. C'est pourquoi la nécessité s'est fait sentir de mettre en place des structures nouvelles appelées à stimuler le développement économique sur la base d'une collaboration entre l'Etat, l'économie privée et la science. Par la suite, il s'agira également de procéder à une mise à jour de la loi fiscale, dont certaines dispositions ne paraissent guère propres à stimuler le développement économique.*

*La loi sur l'encouragement de l'économie cantonale prévoit notamment les mesures suivantes :*

*Le gouvernement présentera périodiquement au Grand Conseil un programme visant à l'encouragement de l'économie cantonale. L'Etat pourra acquérir des terrains et prendre en charge totalement ou partiellement leur équipement, afin de les céder, éventuellement à des prix de faveur, à des industries. L'Etat pourra, pour faciliter des améliorations de structures et des mesures de rationalisation, pour rendre possibles des reprises et des constitutions d'entreprises, ainsi que pour assurer le maintien d'entreprises importantes, prélever sur un fonds spécial des contributions destinées à l'abaissement temporaire de l'intérêt de prêts cautionnés par une « Société pour le développement de l'économie bernoise » à créer (sa forme juridique n'est pas encore arrêtée), société chargée de l'application des mesures financières citées et agissant en collaboration avec les banques établies dans le canton. La loi prévoit aussi la création d'une commission consultative de 9 à 11 membres dans laquelle seront représentées la Société de développement, l'économie cantonale et la science. En outre, il est prévu de créer un poste de délégué chargé notamment d'élaborer le programme cantonal de développement économique et de veiller à ce qu'il soit constamment tenu compte des nécessités du développement économique dans la législation, l'activité administrative et la politique financière. (On sait que la Députation jurassienne demande que, lorsque ce délégué sera de langue allemande, il soit assisté d'un adjoint de langue française.)*

ADIJ